

L'écrasement du Printemps de Prague

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_eccrasement_du_printemps_de_prague-fr-84f97124-4466-47d7-b9d2-b1d6c44a4deb.html

Date de dernière mise à jour: 07/07/2016



L'écrasement du Printemps de Prague

La détente engage les relations internationales dans une période moins troublée, mais des crises demeurent. Ainsi, la rupture entre Moscou et la Chine est consommée en 1962 et des affrontements militaires éclatent autour de la frontière sino-soviétique en 1969. À l'Est, la contestation du bloc soviétique est surtout le fait de la Tchécoslovaquie. Le Parti communiste est au pouvoir dans le pays depuis le coup de Prague de 1948. En janvier 1968, le stalinien Antonín Novotný est mis en minorité et remplacé par un communiste libéral voulant concilier socialisme et liberté, Alexandre Dubček. Le régime se libéralise au printemps 1968. La censure est abolie et les Tchèques ont désormais le droit de voyager à l'étranger. Le premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Léonid Brejnev, fait part de son mécontentement, mais Prague refuse d'obtempérer. Au contraire, au fur et à mesure que les pressions s'accroissent, la libéralisation progresse.

Le 21 août 1968, profitant de manœuvres qu'ils ont prorogées, les troupes du pacte de Varsovie, excepté celles de Roumanie, occupent le pays et arrêtent les dirigeants «déviationnistes». Même si Alexandre Dubček, remis en liberté, reste encore un certain temps à son poste, il va être remplacé plus tard par le pro-soviétique Gustáv Husák qui surveille la normalisation.

L'URSS a encore une fois démontré qu'elle n'est prête à accorder qu'une souveraineté limitée à ses frères du camp socialiste.

Les puissances occidentales et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'ont pas réagi à l'invasion de la Tchécoslovaquie si ce n'est que par des déclarations de regret.